

**Assemblée générale**

Distr. Limitée
30 septembre 2002

Original: Français

**Comité spécial chargé de négocier
une convention contre la corruption**
Troisième session
Vienne, 30 septembre-11 octobre 2002
Point 3 de l'ordre du jour
**Examen du projet de convention des Nations Unies
contre la corruption, l'accent étant mis en particulier
sur les articles 1^{er} à 39**

Propositions et contributions reçues des gouvernements

Algérie: amendements aux articles 19, 24 à 26, 28 à 31, 33 et 36

Article 19: Incrimination de la corruption impliquant un agent public

Variante 2

1. La variante 1 reprend l'article 8, paragraphe 1, de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I) qui présente l'avantage d'avoir déjà recueilli un consensus. Quant à la variante 2, elle exprime une approche plus large. Le terme "libéralités" figurant aux alinéas a) et b) de la variante 2 mériterait, de l'avis de la délégation algérienne, d'être plus explicite et remplacé par les mots "présents, commissions, primes, biens". Il est donc proposé de modifier la variante 2 comme suit:

"Article 19

Incrimination de la corruption impliquant un agent public

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale aux actes de corruption suivants:

a) Le fait, pour un agent public ou une personne qui exerce des fonctions publiques, de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, tout objet ayant une valeur pécuniaire ou d'autres avantages indus tels que des dons, des faveurs, des présents, des commissions, des primes, des biens, ou la



promesse de leur octroi, pour lui même ou elle-même ou pour toute autre personne ou entité, en contrepartie de l'accomplissement ou du non-accomplissement d'un acte quelconque dans l'exercice de ses fonctions publiques;

b) Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder directement ou indirectement, à un agent public ou à une personne qui exerce des fonctions publiques, tout objet ayant une valeur pécuniaire ou d'autres avantages indus tels que des dons, des faveurs, des présents, des commissions, des primes, des biens pour lui-même ou elle-même ou pour toute autre personne ou entité, en contrepartie de l'accomplissement ou du non-accomplissement d'un acte quelconque dans l'exercice de ses fonctions publiques."

Article 24: Abus de fonction

2. Il est proposé de remplacer dans la variante 1, qui retient l'attention de la délégation algérienne, les termes "d'abuser de sa fonction ou d'accomplir" par les termes "d'abuser de sa fonction ou position en accomplissant ou en s'abstenant d'accomplir", afin de conférer à l'abus de position toute sa signification par rapport à la problématique de la corruption qui est la question nodale de cet instrument. L'article 24 serait alors ainsi rédigé:

"Article 24 Abus de fonction

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale [, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne,] au fait, pour un agent public, un fonctionnaire international ou une personne qui exerce des fonctions publiques d'abuser de sa fonction ou position en accomplissant ou en s'abstenant d'accomplir un acte quelconque dans l'exercice de ses fonctions afin d'obtenir illicitement des avantages pour lui-même ou elle-même ou pour un tiers."

Article 25: Enrichissement illicite

3. La délégation algérienne est consciente des difficultés pratiques que soulève la question de l'incrimination de l'enrichissement illicite. Elle comprend que l'augmentation injustifiée du patrimoine d'un agent public sans commune mesure par rapport à ses revenus légitimes présents ou passés peut être le fait d'actes de corruption qui justifieraient l'incrimination de l'enrichissement illicite. L'enrichissement pourrait cependant provenir de pratiques spéculatives. Seule la présentation des preuves permettra d'évaluer l'enrichissement et de lui conférer un caractère infractionnel. Au regard de l'intérêt de cette disposition pour la lutte contre la corruption, la délégation algérienne préconise le maintien de l'article 25 dans le chapitre III et propose, sur la base des différentes variantes, la nouvelle rédaction ci-après:

"Article 25 Enrichissement illicite

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale à l'enrichissement illicite ou à

l'augmentation injustifiée du patrimoine, avoirs et revenus d'un agent public hors de proportion avec les revenus légitimement tirés de l'exercice de ses fonctions ou d'autres sources licites."

Article 26: Utilisation d'informations confidentielles ou privilégiées

4. Retenant la variante 2 comme base de travail, la délégation algérienne propose de modifier comme suit l'article 26:

"Article 26

Utilisation d'informations confidentielles ou privilégiées"

Chaque État partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale aux actes de corruption suivants lorsqu'ils ont été commis intentionnellement:

a) Le fait, pour un agent public, de révéler indûment une information ou un document confidentiels et d'utiliser pour son avantage ou pour celui d'autrui, une découverte scientifique ou d'autres informations ou renseignements dont il a eu connaissance du fait de ses fonctions et qui doivent rester confidentiels ou secrets;

b) Le fait, pour un agent public employé, directeur ou membre d'un conseil ou d'un organe d'administration de toute institution publique, de faire un usage indu d'informations pour son avantage ou pour celui d'un tiers, dont il a eu connaissance en raison ou à l'occasion de ses fonctions et qui ne doivent pas être rendues publiques ou d'utiliser, pour lui-même ou pour un tiers, des informations obtenues en sa qualité d'agent public, y compris pendant la période suivant la cessation de ses fonctions."

Article 28: Avantages indus

5. Il est proposé de supprimer le membre de phrase "à titre d'impôt ou de contribution, de surtaxe, de droit, de traitement ou d'émoluments" qui n'apporte aucun élément de compréhension particulier supplémentaire au niveau de cette disposition. L'article 28 amendé serait ainsi rédigé:

"Article 28

Avantages indus

Chaque État partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale au fait, pour un agent public ou une personne qui exerce des fonctions publiques, de solliciter, directement ou indirectement, tout objet ayant une valeur pécuniaire ou tout autre avantage indu ou une somme supérieure à celle prévue par la loi."

Article 29: Autres infractions pénales

6. Il est proposé de supprimer l'article 29 car il traite de situations qui sont réglées par ailleurs et qui ne justifient pas d'être particularisées dans une disposition spéciale. De surcroît, l'analyse des stipulations des trois variantes proposées dans le cadre de l'article 29 permet de considérer qu'il est difficile d'assimiler les cas énoncés à des actes de corruption.

Article 30: Équivalence des sanctions

7. La délégation algérienne, tout en comprenant les préoccupations des auteurs de cet article, tient à faire remarquer qu'elles sont prises en compte au niveau d'autres dispositions du projet de convention. Il en est ainsi du paragraphe 1 relatif à la tentative ou à la complicité qui est déjà traité dans l'article 20 (Complicité, instigation ou tentative). Le paragraphe 2, qui prévoit le principe de peines privatives de liberté proportionnées à la gravité des actes de corruption, fait double emploi avec le paragraphe 1 de l'article 40 (Poursuites judiciaires, jugement et sanctions). Il est donc proposé de supprimer les paragraphes 1 et 2. Enfin, s'agissant du paragraphe 3, il est proposé de reprendre la rédaction de la disposition semblable existant à l'alinéa f) du paragraphe 2 de l'article 6 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. L'article 30 amendé serait ainsi rédigé:

*“Article 30
Équivalence des sanctions*

La connaissance, l'intention ou la motivation, en tant qu'éléments constitutifs d'une des infractions visées aux articles [...] [articles concernant les incriminations] de la présente Convention, peuvent être déduites de circonstances factuelles objectives.”

Article 31: Aggravation des peines

8. Il est proposé de supprimer l'article 31 et d'insérer le paragraphe 1, qui traite de l'organisation d'une répression plus sévère pour les infractions de corruption commises de manière organisée peut trouver sa place après le paragraphe 1 de l'article 40 (Poursuites judiciaires, jugements et sanctions). Le paragraphe 2 peut être supprimé au regard de sa formulation qui l'éloigne de la problématique de la corruption.

Article 33: Incrimination du blanchiment du produit de la corruption

9. La variante 3, qui est une reprise de l'article 6 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, représente une base de travail utile. Compte tenu, par ailleurs, de la pertinence des alinéas a) et b) du paragraphe 1 de la variante 2 qui détaillent certaines pratiques de blanchiment du produit de la corruption, il est proposé de les incorporer dans la variante 3. L'article 33 amendé serait ainsi rédigé:

*“Article 33
Incrimination du blanchiment du produit de la corruption*

1. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement:

a) i) À l'acquisition, à la détention ou à l'utilisation de biens dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise, sait au moment où il les reçoit, qu'ils sont le produit du crime;

ii) À l'administration, à la garde, à la disposition, à l'échange, à la conversion, au dépôt, à la remise à titre de garantie, au transport, au transfert, à l'investissement, à l'altération ou à la destruction de biens dont celui qui s'y livre sait qu'ils sont le produit du crime, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction principale à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;

iii) À la dissimulation ou au déguisement de la nature véritable, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété de biens ou de droits y relatifs dont l'auteur sait qu'ils sont le produit du crime;

b) Sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique:

i) À l'acquisition, à la détention ou à l'utilisation de biens dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils sont le produit du crime;

ii) À la participation à l'une des infractions établies conformément au présent article ou à toute association, entente, tentative ou complicité par fourniture d'une assistance, d'une aide ou de conseils en vue de sa commission.

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1 du présent article:

a) Chaque État Partie s'efforce d'appliquer le paragraphe 1 du présent article à l'éventail le plus large d'infractions principales;

b) Chaque État Partie inclut dans les infractions principales toutes les infractions énoncées dans la présente Convention. S'agissant des États Parties dont la législation contient une liste d'infractions principales spécifiques, ceux-ci incluent dans cette liste, au minimum, un éventail complet d'infractions liées à la corruption;

c) Aux fins de l'alinéa b), les infractions principales incluent les infractions commises à l'intérieur et à l'extérieur du territoire relevant de la compétence de l'État Partie en question. Toutefois, une infraction commise à l'extérieur du territoire relevant de la compétence d'un État Partie ne constitue une infraction principale que lorsque l'acte correspondant est une infraction pénale en vertu du droit interne de l'État où il a été commis et constituerait une infraction pénale en vertu du droit interne de l'État Partie appliquant le présent article s'il avait été commis sur son territoire;

d) Chaque État Partie remet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une copie de ses lois qui donnent effet au présent article ainsi qu'une copie de toute modification ultérieurement apportée à ces lois ou une description de ces lois et modifications ultérieures;

e) Lorsque les principes fondamentaux du droit interne d'un État Partie l'exigent, il peut être disposé que les infractions énoncées au paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux personnes qui ont commis l'infraction principale;

f) La connaissance, l'intention ou la motivation, en tant qu'éléments constitutifs d'une infraction énoncée au paragraphe 1 du présent article, peuvent être déduites de circonstances factuelles objectives."

Article 36: Mesures contre la corruption

10. Chacune des trois variantes de l'article 36 contient un principe qui peut être érigé en mesure contre la corruption que ce soit dans la promotion de l'intégrité (variante 1), dans le fait que chaque État s'assure que ses autorités agissent efficacement en matière de prévention, de détection et de répression de la corruption d'agents publics (variante 2) ou enfin dans le principe de l'annulation de tout contrat ou marché obtenu par suite de corruption. Il est proposé une nouvelle rédaction de l'article 36 qui s'appuie sur ces trois mesures. Les deux premières mesures du nouvel article 36 amendé sont énoncées à l'article 9 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. L'article 36 amendé serait ainsi rédigé:

"Article 36

Mesures contre la corruption

1. Chaque État Partie, selon qu'il convient et conformément à son système juridique, adopte des mesures efficaces d'ordre législatif, administratif ou autre pour promouvoir l'intégrité et prévenir, détecter et punir la corruption des agents publics.
 2. Chaque État Partie prend des mesures pour s'assurer que ses autorités agissent efficacement en matière de prévention, de détection et de répression de la corruption des agents publics.
 3. Chaque État Partie, conformément à son droit interne, peut décider l'annulation ou la résiliation de tout marché, contrat ou arrangement ou la suppression de tout avantage dont l'obtention est la conséquence d'un acte de corruption."
-